

CHÂTEAUX, le 25/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIO CORN (SARL)

La Prune
36200 Ceaulmont

Références : 23092501CD
Code AIOT : 0053600051

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2023 dans l'établissement BIO CORN (SARL) implanté « La Prune » 36200 Ceaulmont. L'inspection a été annoncée le 15/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, conjointe avec une inspection au titre des sous-produits animaux menée par l'inspectrice mutualisée sous-produits animaux et alimentation animale pour la région Centre - Val de Loire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIO CORN (SARL)
- La Prune 36200 Ceaulmont
- Code AIOT : 0053600051
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Etablissement transformant des sous-produits animaux en engrais.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- dossier général de l'établissement ;
- risques incendie ;
- stratégie de défense incendie ;
- pollution ;
- prélèvement en eau ;

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Stockages.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 15	/	Sans objet
17	Prélèvements et consommation d'eau.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 23	/	Sans objet
25	EAUX RESIDUAIRES	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article I	/	Sans objet
26	h - Electricité et éclairage.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 9	/	Sans objet
28	l - Moyens de lutte contre un sinistre.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 9 > a)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 4	/	Sans objet
2	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 5	/	Sans objet
3	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 6	/	Sans objet
4	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 7	/	Sans objet
5	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 8	/	Sans objet
6	Dispositions générales.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 9	/	Sans objet
7	Prévention des accidents et des pollutions accidentelles, y compris...	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 10	/	Sans objet
8	Réception des sous-produits d'origine animale.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 11	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Stockages.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 12	/	Sans objet
10	Stockages.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 13	/	Sans objet
12	Stockages.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 16	/	Sans objet
13	Stockages.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 17	/	Sans objet
14	Eaux pluviales et eaux ayant été en contact avec les sous-produit...	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 19	/	Sans objet
15	Eaux pluviales et eaux ayant été en contact avec les sous-produit...	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 20	/	Sans objet
16	Bassin de confinement.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 21	/	Sans objet
18	Traitement des effluents et conditions de rejets.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 26	/	Sans objet
19	Traitement des effluents et conditions de rejets.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 27	/	Sans objet
20	Gaz odorants froids.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 29	/	Sans objet
21	Gaz odorants chauds.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 31	/	Sans objet
22	Sous-produits traités et déchets.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 39	/	Sans objet
23	Sous-produits traités et déchets.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 40	/	Sans objet
24	Surveillance des sols.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 50	/	Sans objet
27	I - Moyens de	Arrêté Ministériel du	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	lutte contre un sinistre.	12/02/2003, article 9		
29	I - Moyens de lutte contre un sinistre.	Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 9 > b)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Etablissement respectant globalement les prescriptions réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 4
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales.
Prescription contrôlée : Le site doit être clos par un matériel résistant sur une hauteur minimale de 2 mètres interdisant toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Toutes les opérations ayant lieu au sein de l'installation doivent être soustraites à la vue du public ; des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.
Constats : Conforme. Site clôturé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 5
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales.
Prescription contrôlée : Un panneau de signalisation et d'information en matériaux résistants est placé à proximité immédiate de l'entrée principale. Il porte en caractères lisibles et indélébiles les mentions suivantes :(désignation de l'installation)Installation de traitement de sous-produits d'origine animale (ou intitulé exact des sous-produits traités) soumise à autorisation au titre de l'article L. 512-2 du code de l'environnementAutorisation préfectorale n° ... du (date)raison sociale, adresseACCES INTERDIT SANS AUTORISATION
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 6
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales.
Prescription contrôlée : L'organisation de la circulation des véhicules à l'intérieur du site doit permettre le respect du principe sanitaire de la marche en avant. Le plan de circulation à l'intérieur du site doit être affiché et les moyens de surveillance doivent être mis en œuvre pour contrôler à tout moment les entrées et sorties.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 7
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales.
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'exploitation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture ...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement).
Constats : Site entretenu et maintenu propre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 8
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales.
Prescription contrôlée : Le sol des voies de circulation et de garage autres que les voies liées au parking des véhicules après lavage et désinfection doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.
Constats : Système de rétention étanche et proportionné aux volumes susceptible d'être reçus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositions générales.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 9
--

Thème(s) : Élevage, Dispositions générales.
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prévention des accidents et des pollutions accidentelles, y compri...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions accidentelles, y compri...
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de nuisance et de pollution accidentelles de l'air, des eaux ou des sols. Les dispositifs de traitement par déshydratation des sous-produits d'origine animale, ainsi que les dispositifs de traitement des effluents doivent être correctement entretenus afin d'éviter toute indisponibilité prolongée. Pendant leur arrêt accidentel ou pour motif technique, toutes mesures doivent être prises pour éviter l'attente sur place des matières premières à température ambiante.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Réception des sous-produits d'origine animale.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Réception des sous-produits d'origine animale.
Prescription contrôlée : Les aires de réception et les installations de stockage des sous-produits d'origine animale doivent être sous bâtiment fermé pour limiter les dégagements d'odeurs à proximité de l'établissement, notamment par l'installation de portes d'accès escamotables automatiquement. Ces aires doivent également être étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement des sous-produits d'origine animale ne puissent rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés et traités conformément aux dispositions de l'article 19.
Constats : Les sous-produits traités sont stockés dans un entrepôt ouvert doté d'un toit escamotable. La nature des sous-produits traités ne génère pas d'écoulement ni d'odeurs. Un système de rétention est cependant prévu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Stockages.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Stockages.
Prescription contrôlée : Les locaux de stockage des sous-produits d'origine animale doivent être construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur. Le sol doit être étanche, résistant au passage des équipements et véhicules permettant le déchargement des sous-produits d'origine animale et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte. Les locaux doivent être correctement éclairés et permettre une protection des déchets contre les intempéries et la chaleur.
Constats : Les sous-produits traités sont stockés dans un entrepôt ouvert doté d'un toit escamotable. La nature des sous-produits traités ne génère pas d'écoulement ni d'odeurs. Un système de rétention est cependant prévu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Stockages.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Stockages.
Prescription contrôlée : Le stockage avant traitement ne doit pas dépasser 24 heures si les sous-produits d'origine animale sont entreposés à température ambiante. Pour les installations ne traitant pas par déshydratation, le délai de stockage ne doit pas dépasser 24 heures avant le départ du site. Ces délais peuvent être allongés si la totalité des sous-produits d'origine animale est maintenue à une température inférieure à + 7 °C. Dans ce cas et pour les installations traitant par déshydratation, le traitement doit démarrer immédiatement après la sortie de l'enceinte maintenue à cette température. La capacité de ces locaux doit être compatible avec le délai de traitement et permettre de faire face aux arrêts inopinés.
Constats : Les sous-produits sont stockés jusqu'à séchage complet. Leur nature, onglons et cornes, ne nécessite pas de conservation à une température maîtrisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Stockages.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Stockages.
Prescription contrôlée : Tous les locaux de stockage des matières premières doivent être maintenus dans un bon état de propreté et font l'objet d'un nettoyage au moins deux fois par semaine. La fréquence de nettoyage est quotidienne pour les locaux de travail (dépouille, broyage ...). L'installation doit disposer d'équipements adéquats pour nettoyer et désinfecter les récipients ou conteneurs dans lesquels les sous-produits animaux sont réceptionnés, ainsi que les véhicules dans lesquels ils sont transportés. Les récipients, conteneurs et véhicules utilisés pour le transport des sous-produits animaux doivent être nettoyés et lavés après chaque usage et désinfectés régulièrement et au

<p>minimum une fois par semaine (intérieur et extérieur). Les roues des véhicules de transport doivent en particulier être désinfectées après chaque utilisation. La collecte et le transport des sous-produits d'origine animale doivent être effectués dans des bennes ou conteneurs étanches aux liquides et fermés le temps du transport.</p>
<p>Constats : Les locaux de travail sont poussiéreux. Un nettoyage plus fréquent est à mettre en place. Les équipements de nettoyage sont adaptés. Les véhicules d'acheminement des sous-produits sont nettoyés et désinfectés à chaque livraison. Le transport se fait camion fermé et bâché. Le véhicule de manipulation des sous-produits à l'intérieur du site n'est pas désinfecté avant d'aller faire le plein de carburant auprès des cuves situées au siège de l'entreprise, à environ 500 mètres de l'établissement.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 12 : Stockages.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Stockages.</p>
<p>Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou du sol et, en particulier, l'unité de stockage des eaux ayant été en contact avec les sous-produits d'origine animale est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p>
<p>Constats : La rétention, d'une capacité de six mètres cubes, est suffisamment dimensionnée pour recevoir les éventuelles eaux ayant été en contact avec les sous-produits d'origine animale. Les produits d'entretien sont entreposés dans des armoires fermées à clef et sur rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 13 : Stockages.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Stockages.</p>

Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire cette obligation. A l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Les fiches de données de sécurité sont présentes dans les armoires contenant les différents produits ainsi que dans le bureau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Eaux pluviales et eaux ayant été en contact avec les sous-produit...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales et eaux ayant été en contact avec les sous-produit...
Prescription contrôlée : Les différents effluents sont traités de la façon suivante :- les eaux pluviales non souillées sont rejetées dans le milieu naturel ou dans le réseau pluvial desservant l'installation, s'il existe ;- les eaux ayant été en contact avec des matières premières ou avec des surfaces susceptibles d'être souillées par des matières premières doivent être traitées conformément aux dispositions de l'article 36 ;- les autres eaux doivent être épurées, lorsqu'un traitement est nécessaire au respect des valeurs limites imposées au rejet et définies à l'annexe I.
Constats : Conforme. Réseau séparés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Eaux pluviales et eaux ayant été en contact avec les sous-produit...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales et eaux ayant été en contact avec les sous-produit...
Prescription contrôlée : L'installation de traitement des effluents doit disposer d'une unité de stockage étanche, close, d'une capacité permettant de faire face aux aléas de fonctionnement du site.
Constats : Conforme. Capacité de six mètres cubes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Bassin de confinement.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de confinement.
Prescription contrôlée :

L'installation doit être équipée d'un bassin de confinement étanche. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ par tonne de farines et graisses stockées est retenue. Les organes de commandes nécessaires à la mise en place de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande. Les eaux recueillies doivent faire l'objet d'un traitement conformément aux dispositions de l'article 19.
Constats : Conforme. Capacité de six mètres cubes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Prélèvements et consommation d'eau.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau.
Prescription contrôlée : En cas de raccordement sur un réseau public, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les volumes d'eau utilisés à partir d'un réseau public sont mesurés par le compteur dont est équipé le branchement de l'établissement. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux. Lorsqu'ils doivent être construits dans le lit du cours d'eau, ils respectent, sans préjudice de l'autorisation éventuellement requise en application de l'article L. 432-3 du code de l'environnement, les dispositions des articles L. 432-5 et L. 432-6 dudit code. Leur mise en place est compatible avec les dispositions de schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe. Chaque point de prélèvement dans le sol ou les cours d'eau doit être équipé d'un compteur horaire totalisateur. Les volumes consommés doivent être relevés journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j et de manière hebdomadaire si ce débit est inférieur ; ils sont consignés dans un registre éventuellement informatisé tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas de relevé hebdomadaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Traitement des effluents et conditions de rejets.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des effluents et conditions de rejets.
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement si besoin, par l'intermédiaire de moyens techniques permettant une bonne diffusion des rejets. Dans le cas des cheminées, la forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz

dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Constats :
Conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Traitement des effluents et conditions de rejets.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 27

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des effluents et conditions de rejets.

Prescription contrôlée :

Les canalisations de collecte des effluents liquides pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues. Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour et datés, notamment après chaque modification notable. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendies et de secours. Le plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques, etc. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre le milieu récepteur et les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits.

Constats :
Conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Gaz odorants froids.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 29

Thème(s) : Risques chroniques, Gaz odorants froids.

Prescription contrôlée :

La dispersion des odeurs dans l'air ambiant des locaux de réception et de stockage de la matière première doit être limitée le plus possible :- en réduisant la durée de stockage avant traitement ; - en assurant la fermeture permanente des bâtiments de réception, de stockage et de traitement préparatoire, le cas échéant, des sous-produits d'origine animale ; - en évitant les dégagements d'odeurs provenant notamment des broyeurs et des vis de transfert par la mise en place de hottes ou de capots ; - en effectuant un nettoyage et une désinfection appropriés des locaux.

Constats :
Bonne gestion des odeurs.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Gaz odorants chauds.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Gaz odorants chauds.
Prescription contrôlée : Tous les gaz de cuisson et les gaz des ateliers doivent être collectés par des hottes ou des capotages au niveau des points d'émission et en particulier :- postes de chargement et de déchargement des précuiseurs, cuiseurs, hydrolyseurs, etc. ;- exhaure de la pompe à vide des précuiseurs et cuiseurs ;- capacités tampons entre deux postes de travail ;- vis de transfert ;- installation de pressage, tamisage ;- sècheurs.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Sous-produits traités et déchets.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Sous-produits traités et déchets.
Prescription contrôlée : Les sous-produits traités sur le site, ou constituant un rebut de l'activité, sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Leur transport doit être conforme à la réglementation sanitaire en vigueur. Avant tout départ, les véhicules ayant circulé sur une zone souillée doivent faire l'objet d'un nettoyage adapté. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques.
Constats : Les rebuts de sous-produits sont stockés dans un container étanche, fermé et clairement identifié. Un contrat est signé avec la SECANIM pour leur enlèvement. Les autres déchets sont enlevés par l'organisme chargé de ramasser les ordures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 23 : Sous-produits traités et déchets.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 40
Thème(s) : Risques chroniques, Sous-produits traités et déchets.
Prescription contrôlée : Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du livre V du code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ; l'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités. Tout brûlage de déchets à l'air libre est interdit.
Constats : Contrat avec la SECANIM.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : Surveillance des sols.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des sols.
Prescription contrôlée : En cas de risque de pollution des sols, une surveillance appropriée est mise en œuvre. La localisation des points de prélèvement, la fréquence et le type des analyses à effectuer sont fixés par l'arrêté d'autorisation ou par un arrêté complémentaire.
Constats : Conforme.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 25 : EAUX RESIDUAIRES

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article I
Thème(s) : Risques chroniques, EAUX RESIDUAIRES
Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - MES : 35 mg - DBO5 : 30 mg/l. - DCO : 125 mg/l . - Température inférieure à 30 °C. - PH compris entre 5,5 et 8,5. - Azote global : 30 mg/l. - Phosphore : 10 mg/l. - Hydrocarbures totaux : 10 mg/l.
Constats : Analyses semestrielles réalisées par la société SGS Châteauroux. Les résultats des dernières analyses réalisées sont conformes aux prescriptions mais n'ont pas été transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 26 : h - Electricité et éclairage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Electricité et éclairage.
Prescription contrôlée : Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement. Les installations électriques ne sont pas en contact avec les farines de

viande et d'os et sont étanches à l'eau et aux poussières (IP55).L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées, entretenues et vérifiées conformément aux règles en vigueur.
Constats : La dernière vérification électrique date du 06/03/2023 et a été réalisée par la société METROPLUS. Des non-conformités ont été relevées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 27 : I - Moyens de lutte contre un sinistre.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre un sinistre.
Prescription contrôlée : Les différents moyens de lutte contre un sinistre sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : Les extincteurs ont été vérifiés le 07/02/2023 par la société ISOGARD. La fréquence annuelle est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 28 : I - Moyens de lutte contre un sinistre.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 9 > a)
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre un sinistre.
Prescription contrôlée : L'installation est dotée :-d'extincteurs répartis à l'intérieur du bâtiment ou à proximité des silos, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;-d'un dispositif d'alerte déclenché par le système de détection ou de mesure défini à l'article 9 h. Ce dispositif permet d'avertir une personne responsable de l'exploitation 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ;-de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque zone présentant un risque différent.
Constats : Pas de dispositif permettant d'avertir une personne responsable de l'exploitation 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Le disjoncteur électrique général n'est pas mentionné sur le plan général de l'établissement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 29 : I - Moyens de lutte contre un sinistre.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/2003, article 9 > b)
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre un sinistre.

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :-des poteaux, bouches d'incendie ou prises d'eau normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;-des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur :-à 60 mètres cubes par heure durant deux heures si la quantité de farines de viande et d'os stockée est inférieure ou égale à 6 000 tonnes ;-à 90 mètres cubes par heure durant deux heures dans les autres cas. Le ou les points d'eau incendie se situent à moins de 100 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours).

Constats :

Conforme. Une borne incendie est à proximité du site.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet